



STOP à la casse sociale et environnementale !

Salarié.es de l'Automobile, mobilisons-nous pour la relance de notre industrie en manifestant au Mondial de l'automobile à Paris !

Depuis plusieurs années, notre pays subit une désindustrialisation marquée, affectant particulièrement le secteur automobile. La France, autrefois acteur majeur de ce domaine, est aujourd'hui reléguée à la douzième place mondiale, dépassée par des pays comme la République tchèque, la Turquie, ou encore l'Indonésie. Derrière la Chine, qui a produit 30,1 millions de voitures en 2023, notre pays peine à retrouver son rôle dans l'industrie automobile.

Pour la troisième année consécutive, les chiffres de la production automobile en France sont alarmants. Nous ne produisons plus que 1,6 % des véhicules mondiaux, contre 2,5 % en 2019, avant la pandémie de Covid-19, et 5 % en 2005. **C'est une chute de 63 % par rapport à 2004**, année qui était alors une référence pour notre industrie.

Cette dégringolade est bien plus accentuée en France que chez nos voisins européens et trouve ses racines dans plusieurs causes : **un manque de soutien de l'État à la filière, comparé aux autres nations européennes, ainsi que des attaques politiques récurrentes contre la mobilité automobile.** Par ailleurs, le coût élevé du travail, comparable à celui de l'Allemagne, impacte sévèrement la compétitivité, surtout dans un pays où les constructeurs produisent principalement des petits modèles sensibles aux coûts.

Les effets négatifs se ressentent également sur l'emploi. **La Plateforme Automobile Française**

(PFA) anticipe la perte de 32 000 emplois dans le secteur entre 2021 et 2025, voire jusqu'à 100 000 d'ici 2035. L'électrification, pourtant nécessaire, pourrait encore entraîner la suppression de 52 000 emplois supplémentaires d'ici 2030, et ne créer que 11 000 nouveaux postes en contrepartie. Ainsi, même dans le meilleur des cas, **cela entraînerait une perte nette de 40 000 emplois.**

Les conséquences de ces choix se manifestent aussi à travers les fermetures d'usines et la délocalisation des segments clés de la production. Le segment B, comprenant des modèles comme la Renault Clio, la Peugeot 208, et la Citroën C3, a été entièrement délocalisé par les constructeurs français sous prétexte de manque de rentabilité. Pourtant, Toyota parvient à produire la Yaris dans le nord de la France, prouvant que cette stratégie de délocalisation est davantage un choix politique et économique qu'une fatalité.

La situation à Aulnay-sous-Bois en est un exemple frappant : près de 280 salariés de l'entreprise MA France, sous-traitant de Stellantis, sont concernés par un plan de sauvegarde de l'emploi. Ils dénoncent une liquidation judiciaire qui, selon eux, est orchestrée pour permettre la délocalisation de la production à l'étranger. Rassemblés devant le tribunal administratif de Montreuil, ces ouvriers en lutte contestent leurs licenciements économiques, refusant de voir leur savoir-faire disparaître au profit de la recherche incessante de profit à moindre coût.





Face à cette situation dramatique, nous n'acceptons plus ces stratégies destructrices et disons **STOP !** Les aides publiques massives, à hauteur de 5,8 milliards d'euros entre 2020 et 2022, n'ont pas été conditionnées à des engagements clairs pour l'emploi et la production locale. **Nous exigeons des mesures fortes pour redresser le secteur et garantir l'avenir des travailleurs.**

Nos revendications sont claires :

1

Conditionnalité des aides publiques :

☞ Arrêt des délocalisations et obligation pour les entreprises aidées de maintenir l'emploi en France.

2

Réduction du temps de travail à 32 h sans perte de salaire :

☞ Pour mieux répartir l'emploi et améliorer la qualité de vie des travailleurs.

3

Augmentation des salaires :

☞ Pour que les salariés puissent vivre dignement de leur travail.

4

Amélioration des conditions de travail :

☞ Des environnements de travail respectueux et sûrs pour tous.

5

Retraite à 60 ans :

☞ Permettre à chacun de partir à la retraite en bonne santé après une carrière complète.

6

Production d'un petit véhicule électrique accessible :

☞ Répondre aux besoins de la population avec un véhicule écologique, produit en France, abordable pour tous.

Nous devons dénoncer ces pratiques et nous mobiliser, ensemble, pour défendre notre industrie et nos emplois.

**Constructeurs, prestataires, travailleurs,
rassemblons-nous le 17 octobre à 11h30
au Salon de l'Automobile, Porte de Versailles.**

La mobilisation collective est essentielle pour stopper cette spirale infernale et reconstruire un avenir pour l'industrie automobile française.